

Transition de genre : il est urgent de dresser un état des lieux

Opinion

Une maman concernée par la transition de genre

(dont l'identité est connue de la rédaction)

■ Face à une augmentation exponentielle des cas (dont une grande majorité de filles), il faut poser les bonnes questions. Pour aider au mieux ces jeunes personnes dont la détresse est réelle.

Le nombre exponentiel de "transitions de genre", qui touchent en Belgique les adolescent(e)s et les jeunes adultes, et en particulier les jeunes filles et jeunes femmes, doit nous interpeller. En effet, on parle d'une augmentation vertigineuse de 3 000 % en quelques années⁽¹⁾...

80 % de ces demandes de transition concernent des jeunes filles et très jeunes femmes de 15 à 25 ans. Nombre de ces jeunes personnes semblent par ailleurs souffrir de multiples comorbidités : dépression, anxiété, automutilations, anorexie, spectre autistique, difficultés relationnelles⁽²⁾...

Il est urgent que les responsables politiques portent une attention

toute particulière sur ce sujet qui constitue un phénomène de société interpellant. Afin d'y apporter une réponse adéquate, ils doivent éclairer leur compréhension de la situation d'une approche scientifique et interdisciplinaire exempte de tout militantisme⁽³⁾.

Les pays nordiques et l'Angleterre font marche arrière dans le traitement médical de la question, se rendant compte

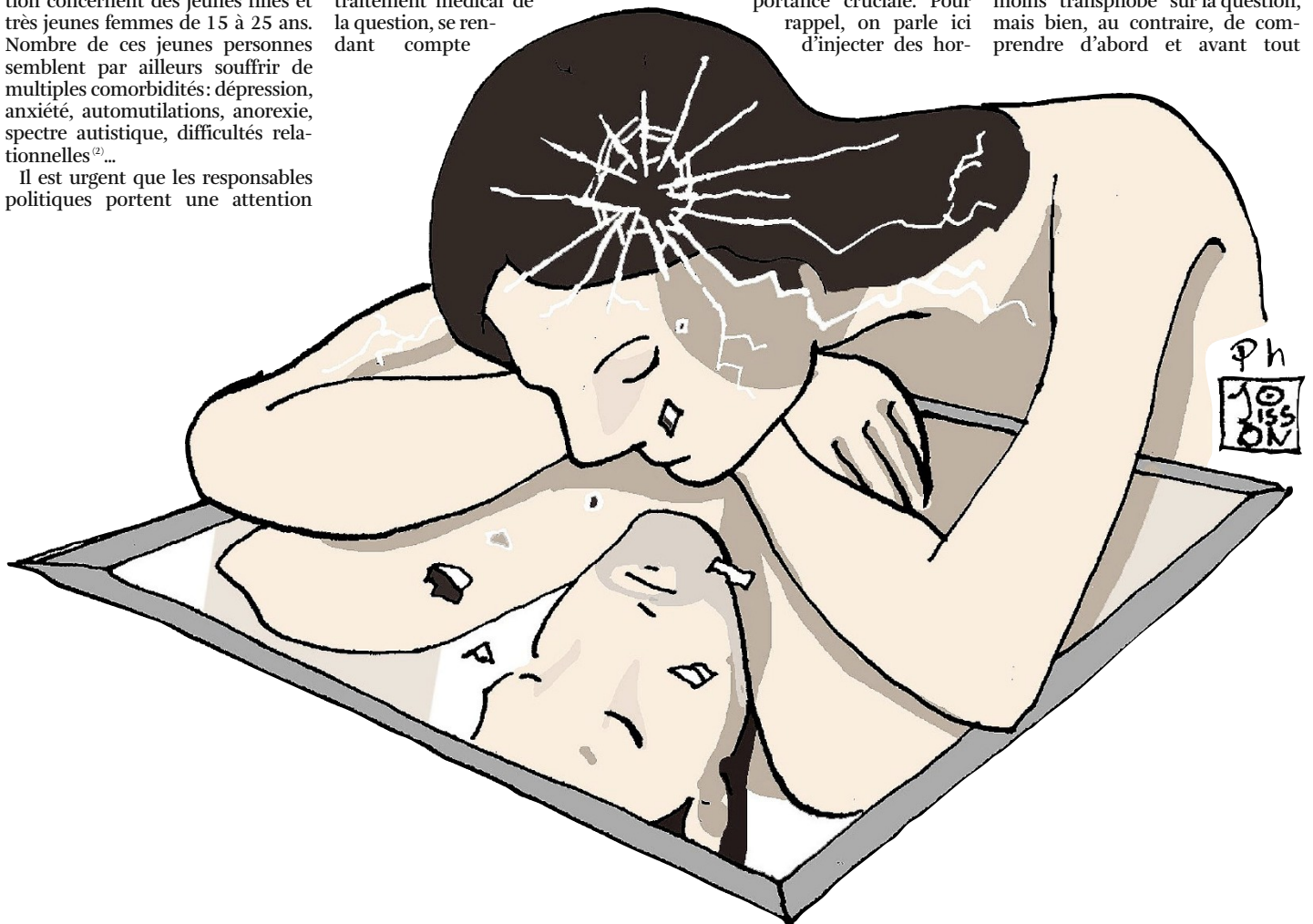
que derrière cette augmentation exponentielle des demandes de transition de genre se cache une véritable épidémie, dont il est urgent de connaître les causes profondes⁽⁴⁾.

Il est frappant de constater qu'en Belgique, aucune étude digne de ce nom n'a encore été effectuée (et encore moins rendue publique) à propos de ces sujets pourtant d'importance cruciale. Pour rappel, on parle ici d'injecter des hor-

mones et d'opérer de très jeunes personnes sans aucune certitude scientifique quant aux effets de ces interventions médicales loin d'être anodines, et dont les effets sont irréversibles⁽⁵⁾.

Comprendre avant tout

Il ne s'agit pas ici de porter un jugement moral rétrograde et encore moins "transphobe" sur la question, mais bien, au contraire, de comprendre d'abord et avant tout



“pourquoi” il y a une telle “demande croissante” de changement de genre, surtout de la part de jeunes filles et très jeunes femmes, “demande croissante” qui devrait à tout le moins nous interroger (par exemple sur l'idée qu'on se fait de la place et de l'image de la femme dans notre société ou sur la désespérance de devenir une femme dans notre société?).

On ne répond pas à cette question profonde en créant davantage de “centres hospitaliers transgenres” “afin de répondre à la demande croissante” de demandes de transitions de genre, comme vient de le faire le ministre de la Santé⁽⁶⁾.

Il est d'abord et avant toute chose impératif de dresser et de rendre public un état des lieux rigoureux et objectif, par des personnes indépendantes de toute organisation militante⁽⁷⁾.

A savoir, identifier précisément et analyser:

– Âge de demandeurs et demandeuses.

– Sexe.

– Nombre de demandes par année, et évolution depuis 20 ans (courbe exponentielle).

– Comorbidités:

dépression, anxiété, automutilations, anorexie, spectre autistique, difficultés relationnelles...

– Cadastre des effets secondaires des médicaments (hormones) et des opérations chirurgicales.

– Cadastre de la santé mentale des jeunes, particulièrement mise à mal depuis le Covid.

– Analyse dans ce contexte de l'hypothèse de la “dysphorie de genre à apparition rapide”.

– Quelle attitude de prudence adopter pour les mineurs, mais aussi pour les très jeunes adultes de 18-25 ans, dont le cerveau n'a pas encore achevé sa maturité et dont la désespérance ne s'arrête pas à leur majorité.

– Cadastre des avis des médecins⁽⁸⁾.

– Suivi de l'évolution psychologique des transitionneurs et transitionneuses, et est-ce que la transition a apporté une solution aux problèmes qui étaient mis en avant

– Taux de regret.

– Cadastre et suivi des “détransitionneurs et détransitionneuses”.

– Étude sur les “détransitions”.

Décisions cruciales

3 000 % d'augmentation, une épidémie de filles, les pays nordiques et l'Angleterre qui reculent, des profils typiques avec comorbidités,

des confinements dévastateurs sur la santé psychologique de nos jeunes... Tous les voyants sont au rouge!

Pour ces très jeunes personnes concernées (et leurs parents), il est très difficile d'arriver à prendre, en pleine connaissance de cause, des décisions cruciales aux conséquences irréversibles.

Ils sont confrontés à une grande solitude, entre un corps médical qui ne dispose que d'une information très (trop) partielle et des groupes militants.

Ne risquons pas d'endommager encore davantage, et de manière irréversible, nos adolescent(e)s et très jeunes majeurs et prenons le temps d'étudier sérieusement le phénomène afin de réellement aider ces jeunes personnes dont la détresse est bien réelle.

→ (1) Voir à ce sujet le documentaire de la télévision publique suédoise, en trois parties, “Transtrain”.

→ (2) Idem, ainsi que le documentaire reportage de Canvas, “La prise en charge médicale des ados transgenres” traduit en VF par la RTBF à +/- 29 minutes.

→ (3) Ibid. Par ailleurs, les rapports d'activités de ces “centres hospitaliers transgenres” de Gand et Liège ne peuvent suffire à éclairer sur la question. L'OMS elle-même ne semble pas indemne des “contributions militantes”, lesquelles influent

considérablement sur les “guidelines” qui s'appliquent aux “soins transgenres” prodigués par les États, et, en Belgique, par les deux “centres hospitaliers de référence transgenre” de Gand et Liège.

→ (4) Voir notamment les documentaires “Transtrain” de la télévision publique suédoise, op. cit.

→ (5) Des procès par des détransitionneurs et détransitionneuses sont en cours.

→ (6) Idem note 2. Par ailleurs, les rapports d'activités de ces “centres hospitaliers transgenres” de Gand et Liège ne peuvent suffire à éclairer sur la question.

→ (7) Idem note 3.

→ (8) Voir notamment l'opinion de médecins belges parue dans le “Journal du médecin”.

→ L'intégralité des références est à retrouver sur lalibre.be

OPINION

Faire du vote dès 16 ans une vraie réussite

■ Pour parvenir à ce renouveau démocratique, des efforts doivent être réalisés : il reste quatre mois pour agir.

Arthur de Liedekerke

Directeur des affaires européennes au sein du cabinet de conseil Rasmussen Global

Sam Gutman

Entrepreneur

Pour la première fois en Belgique, environ 270 000 citoyens de plus de 16 ans seront appelés aux urnes lors des élections européennes du 9 juin 2024. Notre pays devient ainsi le cinquième en Europe à instaurer le vote pour les mineurs avec l'Allemagne, l'Autriche, Malte et la Grèce.

Cette réforme reconnaît la capacité des 16-17 ans à faire des choix sociétaux informés et de voter pour les partis en accord avec leurs convictions. Grâce à celle-ci, notre société entame un nécessaire renouveau démocratique et invite sa jeunesse à devenir acteur du changement. Il faut soutenir cette initiative! Toutefois, plusieurs interrogations subsistent.

Les jeunes se mobiliseront-ils pour voter? Le caractère facultatif du vote pour les 16-17 ans pourrait entraîner une participation moindre, d'autant plus que cette classe d'âge se déplace généralement moins aux urnes que ses aînés. Une forte abstention ans serait problématique car un ensemble d'études suggèrent que les jeunes forgent des habitudes de vote qui se répètent aux scrutins suivants.

L'école fournit-elle une véritable éducation au vote? En Autriche, la réforme électorale a été accompagnée d'un vaste programme d'éducation à la démocratie. Les programmes scolaires ont été modifiés, les cours d'éducation citoyenne sont devenus obligatoires et une organisation fédérale, le Zentrum Polis, a été créée spécifiquement pour soutenir et former les enseignants dans la mise en œuvre de l'éducation politique et citoyenne. Pourtant, nos recherches récentes auprès d'enseignants du secondaire révèlent une absence d'initiative belge dans ce domaine.

Les partis politiques prendront-ils leur part de responsabilité? Enfin, il convient de se demander si les partis politiques vont accorder l'attention requise à ces primo votants. Les 16-17 ans, représentant 2,9% de l'électorat, pourraient voir leur influence limitée en raison d'une probable abstention plus élevée et d'un vote dispersé. Ils ne feront vrai-

semblablement pas pencher la balance... et il existe donc un risque que les partis politiques négligent ce public.

Ainsi, si on ne peut donc que se réjouir de cette évolution, il est important que cet abaissement de l'âge du vote soit accompagné par de plus larges efforts. Des efforts qui doivent s'articuler selon trois axes.

Une vaste campagne de communication. Pour permettre le véritable élargissement de la base démocratique voulu, les autorités doivent initier une grande campagne de sensibilisation. Il est vital d'informer les nouveaux électeurs de leurs droits et de les encourager à voter. Outre l'envoi d'un courrier explicatif par le gouvernement, une campagne ciblée sur les réseaux sociaux pour les jeunes est essentielle.

Le renforcement de l'éducation au vote. Il convient également de renforcer l'éducation au vote et aux enjeux civiques. Une enquête de 2015 du Conseil de la jeunesse auprès de 1046 jeunes belges révèle que 53% d'entre eux souhaitent une meilleure formation sur le fonctionnement de nos institutions. Il faut prendre exemple sur l'Autriche, et augmenter les heures de cours de philosophie et de citoyenneté à l'école et créer un institut de la démocratie pour y former les professeurs.

Une mobilisation des partis. Les partis belges doivent s'engager pleinement en visitant les écoles pour y partager leurs programmes et ainsi stimuler l'intérêt politique des jeunes. La démocratie se doit d'être tangible et interactive. En Belgique, on compte un élu pour 780 citoyens et encore plus de candidats! Chacun d'entre eux devrait participer à des débats ou à des présentations dans une école secondaire avant le 9 juin.

Il nous reste quatre mois pour agir! Le vote à 16 ans en Belgique est un progrès significatif pour notre système électoral, pour notre société tout entière. Mais cette mesure seule ne garantira pas le renouveau démocratique souhaité. Pour garantir son succès, il faut agir dès maintenant!